L'ABEILLE

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT ET DE LA VILLE.

Il faut une UNION au commerce.

JEUDI MATIN, 2 AVRIL 1835.

☞ Le bureau et l'imprimerie de l'ABEILLE, sont maintenant établis dans la maison de M. De Lachaise, rue de Chartres, No. 110, entre St. Louis et Conti, attenant au magasin d'encan de MM. Tricou, Domingon et Canonge.

[Communiqué.]

DR. JAMES F. MCFARLANE, sera soutenu à l'élection prochaine d'un representant à la législature de l'Etat, en remplacement de M. Antonio Ducros, décédé.

On nous prie d'annoncer M. BERNARD MARIGNY, trop bien connu pour les services importans qu'il a rendus au pays, comme candidat à la place de représentant à la législature, en remplacement de M. Antonio Ducros, décédé.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 2 avril.

NOMS DES CANDIDATS AUX PLACES D'ALDERMEN.

1er. district.—A. Rash, Gustave Schmidt, Isaac T. Preston.
2e. district.—Félix Labatut.
3e. district.—A. Grailhe, le Dr. Thomas.
4e. district—J. Bermudez, A. W. Pichot.
5e. district.—Gustave Le Gardeur,
6e. district.—J. H. Caldwell, John McCready.
7e. district—Louis Narland.
8e. district—Louis Allard, C. Roselius.

Le Dr. P. S. MCFARLANE continuera à représenter les citoyens du premier district, s'il est réélu.

On trouvera dans la quatrième page, la loi qui incorpore les souscripteurs à la Compagnie d'Assurances Maritimes et contre l'Incendie, de l'Etat de la Louisiane.

Nous nous trouvons dans l'impossibilité de pouvoir publier la dernière séance du Conseil de Ville. L'absence du Sténographe en est la seule cause. Dorénavant, notre rapporteur du Sénat, le chargera de cette partie.

DE LA LEGISLATURE D'ETAT ET DE SES PREROGATIVES.

L'irréflexion entraine souvent l'homme à commettre des actions justement condamnées, et dont il rougit alors qu'il est consciencieux lorsqu'il en a vu les résultats. Mais ce qui est excusable dans un homme, livré à lui-même, expose par la faiblesse de sa nature, à faire le bien et le mal, pourrait-il être justifiable pour un corps, qui devrait être dépouillé de toutes passions et dont les actes ne doivent être dictés que par la sagesse, la justice et l'équité. De tous les corps politiques, celui qui, selon nous, devrait le plus être en garde contre toute injustice, en raison de son importance, est certes, la Legislature de l'Etat; souveraine et inattaquable, elle a le pouvoir en main et peut à son gré passer telles lois qu'elle jugera convenables; et le peuple quoique souverain lui-même, doit changer de rôle et devenir l'esclave de ces mêmes lois et en subir toutes les affreuses conséquences. Malheur alors aux députés qui auront mésusé de leurs pouvoirs! anathème sur ceux qui auront compromis l'honneur de l'Etat en livrant tout un peuple aux funestes résultats de leurs mesures arbitraires! Qu'ils tremblent à l'idée du tribunal suprême devant lequel ils doivent comparaître pour rendre compte de leur mission. Ce tribunal c'est celui de l'opinion publique; il ne connaît ni prisons, ni fers, ni verroux, mais il a sa verge puissante qui vous frappe et vous laisse pour toujours les marques de sa justice et de sa force; mais il a l'arme du ridicule avec laquelle il stigmatise et imprime au front un cachet qui fait reconnaître en tous lieux et en tous temps celui qui en aura reçu l'empreinte ineffaçable.

Voilà quelles sont les réflexions que nous a suggérées la conduite de la Chambre des Représentans, dans sa séance d'hier: elle s'est montrée à la fois, d'une prodigalité excessive et d'une parcimonie extraordinaire, dans la discussion du bill des dépenses casuelles. Qu'elle se montre prodigue des deniers publics, elle sera sans doute condamnable, et nous serons des premiers à signaler la chose, et à lui demander compte au nom du peuple entier, de l'emploi des revenus de l'Etat; mais que par cet esprit d'économie ou par d'autres raisons que nous ne voulons point approfondir, elle se refuse à payer des comptes établis sur la justice et l'équité et les réduise à la moitié de leur valeur, c'est un acte que l'on peut de juste titre qualifier d'arbitraire, d'inquitable et peut être de quelque chose de plus, attendu qu'il n'y a aucun recours contre l'Etat et qu'aucun Tribunal ne peut vous rendre justice, en vous faisant payer de ce qui vous est légitimement dû.

Tels sont les motifs de griefs que nous avons contre la Chambre des Representans.

Empoyé fidele de l'Etat, nous avons, sans craindre d'être démenti par qui que ce soit, rempli notre mandat avec zele et honneur, et lorsque nous voyons arrivé au terme de notre travail et que nous nous presentons pour en recevoir un salaire trop justement mérité, quelle est notre surprise de voir un compte aussi modéré que possible, être longuement discuté comme un compte d'apothicaire, et réduit enfin à moitié valeur. Nous nous abstenons de faire d'autres remarques sur ce sujet, notre intérêt personnel, y etant trop engagé; mais nous espérons que le Senat sera plus juste que la Chambre, et qu'avant de sanctionner ou de rejeter notre réclamation il prendra connaissance de la nature de notre demande et ne nous ôtera pas ce qui nous est si légitimement dû.

D'UN NOUVEAU THEATRE FRANCAIS.

Toujours disposés à favoriser les entreprises utiles, et persuadés que nos lecteurs partagent nos sentimens à cet égard, nous nous empressons de leur faire connaître l'opinion que nous avons conçue, en lisant le prospectus d'un nouveau théatre que l'on se propose d'ouvrir à la Nlle. Orleans.

C'est une idée bien heureuse que celle d'offrir une mine feconde à exploiter à tant de jeunes gens qui n'attendent peut-être, pour faire jouir le monde des productions de leur génie, qu'une circonstance qui les mette en evidence; de même que, sans l'établissement du gouvernement représentatif en France, un grand nombre d'hommes du plus grand mérite, seraient morts inconnus, et n'auraient jamais figuré dans les pages brillantes de l'histoire, de même en facilitant à notre jeunesse les moyens de faire des œuvres conformes à ses goûts, nous verrons jaillir une foule de génies qui, sans cela seraient restés ensevelis dans la poussière des magasins ou dans les paperasses poudreuses d'un notaire ou d'un avocat. Sous ce rapport, le *Théatre Louisianais* est destiné à produire un bien incalculable. Mais un autre avantage immense qui en résultera pour le public, c'est qu'on ne se trouvera plus sous l'influence d'un directeur qui, obligé de songer à son intérêt, ne satisfait pas toujours les exigances du public. Il ne pourra pas en être ainsi au Théatre Louisianais, puisque les pièces qui seront composées par des auteurs du pays devront, avant d'être représentées, être soumises à l'approbation d'un comité composé de personnes judicieuses et intéressées à plaire aux spectateurs, et que ce comité ne pourra jamais être guidé par les rues économiques qui dirigent toujours un directeur qui n'est soumis à aucune censure, et pour lequel on est encore obligé d'avoir certains ménagemens.

Une autre considération non moins puissante qui nous fait désirer vivement la reussite de ce projet, c'est le bien qui devra en résulter pour certaines branches d'industrie, c'est de plus le bénéfice certain qu'en retireront les personnes qui obtiendront que leurs pièces soient jouées sur le Théatre Louisianais. Qu'on pense au grand nombre de jeunes gens qui, en France, sont arrivés à la fortune, en suivant cette carrière, et on ne pourra nier l'utilité d'un établissement de ce genre.

Une pareille idée devait être goûtée par nos concitoyens qui ne sont toujours montrés avides de seconder de tous leurs efforts, tout ce qui peut contribuer à faire jouir notre ville de quelque bienfait. Aussi, à peine un mois s'est-il écoulé depuis la publication du prospectus du Théatre Louisianais, et déjà il est couvert d'une multitude de noms honorables qui se sont empressés de souscrire à cette grande œuvre.

C'est à M. Mouroé que nous sommes redevables de cette innovation, et nous ne croyons pas nous tromper en promettant à son entreprise le succès le plus complet. Fils d'un des artistes les plus distingués de la capitale de la France, d'un homme dont le nom est depuis long-tems inscrit à côté de celui des plus grandes célébrités de la scène française, c'est à lui qu'il était reservé de donner ce nouvel élan à notre ville, il l'a fait, nous le prions d'agréer notre faible part de reconnaissance.

Un architecte distingué, déjà connu d'une manière très avantageuse, par les beaux travaux de sa gestion qu'il a exécutés à Paris, M. Dépouilly a été chargé de faire le plan de ce nouveau théâtre. Les connaisseurs qui ont examiné ce travail, en font les plus grands éloges et promettent un succès brillant à cet artiste doué d'un vrai mérite.

Il est inutile que nous unissions nos efforcions d'engager nos concitoyens à encourager une entreprise aussi louable; nous dirons plutôt même, ce serait leur supposer des sentimens bien peu élevés. A la N. Orléans, toutes les fois qu'il s'est agi de faire une amélioration utile, n'a-t-il pas toujours suffi d'en parler? Aussi, nous sommes nous contentés de raconter simplement au public le but qu'on se propose, invitant les personnes qui auraient besoin de plus amples informations à prendre connaissance du prospectus.

Des listes de souscription sont ouvertes chez M. Depouilly, No. 119, rue Conti, et à l'office de MM. Hewlett & Bright, à la bourse.

Les détails suivans nous font connaître de quelle manière le gouvernement du *Roi Citoyen*, en France, interprète ce mot magique, condition essentielle de tout *gouvernement* représentatif, *sine qua non* de la liberté, mais mot barbare et inintelligible pour lui, LIBERTE' DE LA PRESSE.

Les éditeurs responsables des différens journaux de Paris dont les noms suivent, sont à présent sous les verroux de St.-Pelagie, *pour avoir* le crime d'avoir inséré dans les papiers des articles réputés séditieux. *Le National*, 4 éditeurs, MM. Carrel, Paulin, Scheffer et Rouen—*La Tribune*, deux éditeurs, MM. Marrast et Lionet.—*La Quotidienne*, M. Daudé.—*La France Monarchique*, M. Descrevieux—*La Gazette de France*, M. Charpentier—*Les Rues de Paris*, M. Auffray—*La Gazette des Ecoles*, M. Guilgaud—*l'Album Anecdotique*, M. Fontrouge. Sans compter les éditeurs suivans condamnés par Contumace; M. Aubry-Foucault, de la Gazette de France; M. Bichat, de la Tribune, et M. Magnan, du Légitimiste.

Une compagnie vient d'établir au Hâvre une ligne de paquebots à vapeur pour transporter du fret et des passagers de cette ville à Hambourg. Deux fois par semaine, il part un bâtiment de ces deux ports, et la durée moyenne de leur traversée, est de 54 heures. Ces navires sont chacun de 450 tonneaux, avec double machine à vapeur de la force de 130 chevaux, et leur longueur sur pont est de 170 pieds. Ces navires sont tous fins marcheurs, solidement construits, et ornés avec un luxe qui ne laisse rien à désirer. Ces paquebots établissent une communication rapide, régulière et presque directe entre New-York et Hambourg, et les deux grandes villes commerciales font à présent entr'elles, et au plus bas prix, un échange continuel de marchandises et de passagers, tandis qu'autrefois les négocians allemands etaient obligés d'attendre souvent des mois entiers une occasion pour les Etats-Unis, ou de les envoyer au Hâvre par terre et à grands frais.

Cette même compagnie se propose d'établir une autre ligne de paquebots du Hâvre à Lisbonne, Cadix et Gibraltar; ainsi, dans peu, nous aurons une communication régulière et presque directe avec le Nord et le Sud de l'Europe.

EXTERIEUR.

FRANCE.

Paris, 31 janvier.

La Convention du 27 septembre 1815 peut-elle conserver quelque valeur?

Il est certaines transactions politiques qui, annoncées pour la première fois, paraissent tellement absurdes que personne ne peut se décider à les croire possibles. A force d'en entendre parler, on s'y accoutume, et on est obligé de convenir qu'une fois entré dans la voie des concessions envers l'étranger, un gouvernement n'a plus la possibilité de s'arrêter.

Du nombre de ces transactions se trouve la reclamation qu'est venu exercer contre la France un prétendu mandataire de la Pologne, il resta à Varsovie lorsque les Russes en furent expulsés; il surprit la confiance des patriotes et surtout celle du vénérable Clopicki, et fit servir ce général d'instrument à ses machinations. C'est à lui que le grand duc Constantin et la garnison de Varsovie durent de se rendre sains et saufs en Wolhynie; c'est lui qui fut l'auteur de cet dictature du général Clopicki, dont le résultat fut de désunir les Polonais et d'arrêter l'organisation de leurs moyens de défense. Lorsqu'il eut achevé son rôle à Varsovie, il se fit charger d'une mission pour St.-Petersbourg, mission par elle-même déjà fatale, puisqu'elle laissa penser aux Polonais qu'il y avait matière à négociation avec leurs ennemis, tandis qu'ils ne pouvaient se sauver que dans une guerre à mort. Lubecki avait accompli sa tâche en faisant déserter cette ambassade et en y acceptant une place; il resta tranquille spectateur, à Saint-Pétersbourg, de la ruine de sa patrie et au massacre de ses concitoyens.

Certes, lorsqu'il fut dit pour la première fois qu'un pareil homme était arrivé à Paris pour réclamer, au nom du royaume de Pologne, des indemnités dues par la France, on a pu croire à la chose impossible. Dans le code diplomatique, il est établi que chaque puissance a le droit d'être consultée sur les négociateurs qu'on veut accréditer auprès d'elle. Que dirait S. M. l'autocrate, si, au lieu de lui envoyer, en qualité d'ambassadeur, M. le duc de Mortemart ou M. le marquis de Maisons, on lui envoyait un homme connu comme défenseur de la révolution, et comme ennemi de l'alliance absolutiste? On devait donc s'attendre qu'un gouvernement né d'une révolution populaire et qui, à plusieurs reprises, s'était vu forcé d'exprimer publiquement des sympathies pour la cause polonaise, n'admettrait pas comme accrédité à Paris un transfuge de la Pologne, un traître à la cause de sa patrie.

Mais si le nom de cet envoye pouvait étonner, l'objet de la mission était de nature à exciter l'incrédulité publique à un bien autre degré On savait et de reste, en France, que des capitalistes français avaient prêté au grand duc de Varsovie une somme de plusieurs millions, hypothéquée sur les salines de Wieliczka, et que le gouvernement russe, devenu propriétaire de ces mines et du duché de Varsovie, avait consisqué à son profit le gage de cette dette. Pareil meuble hypothéqué, precédé, que M. Laffitte a qualifié de vol, à la chambre des députés de 1328, mais personne ne se doutait que la France fût débitrice de la Russie, ou, si l'on veut, de la Pologne; personne ne connaissait ce traité secret, cette convention du 27 septembre 1815, qui soumet, depuis dix-huit ans, la France aux chances d'une liquidation russe. Nous n'étions pas seuls dans cette ignorance, puisque MM. Kock et Schoell n'en savaient pas plus que nous. Voici comment les historiens des *traités de paix* s'expriment à cet égard dans l'ouvrage le plus complet qui réunit le plus de renseignemens, et qui, certes, n'a point été composé ni publié dans un intérêt français:

"L'article 16, dit M. Schoell, du traité du 20 novembre 1815, renferme une disposition toute nouvelle; mais elle est en faveur de la France. Pour ne pas étendre la durée de la liquidation, et pour mettre la France en état de connaître toute la masse de ses engagemens, on fixa un terme de forclusion, après lequel aucune réclamation, fondée sur les traités de 1814 et 1815, ne pourrait plus être présentée. Ce terme est fixé à une année après l'échange des ratifications. Comme les ratifications furent échangées entre les diverses puissances à des époques différentes, ce terme de forclusion fut fixé, par une correspondance officielle entre le gouvernement français et les ministres des quatre puissances résidant à Paris, au 28 février 1817. Ce terme fut maintenu avec rigueur."

La convention du 27 septembre 1816, postérieure au traité du 20 novembre 1815, mais antérieure au terme de forclusion, ne peut avoir aucune valeur, puisque, dans la correspondance officielle, il n'est pas fait d'exception en sa faveur à la mesure générale. Qui croira, dès-lors, que les stipulations de cette convention soient avantageuses à la France? Si elles l'étaient, comme M. le ministre des relations extérieures n'a pas craint de le dire, la Russie ne viendrait point en presser l'exécution, et attendrait les negociateurs français à Varsovie ou à Saint Petersbourg, au lieu d'en envoyer à Paris. Cet argument, que M. Odilon-Barrot a fait valoir à la tribune, est sans réplique pour quiconque a du bon *sens*.

Mais, il y a mieux. Quand même il serait vrai que la France, dans le cours des guerres impériales, fut devenue débitrice de la Pologne ou de la Russie, par suite des exactions auxquelles une administration militaire est forcée de se livrer quelquefois, nous soutenons, nous, que cette dette est éteinte pour nous. Les créances que l'Europe coalisée fit valoir contre la France en 1815 n'étaient fondées que sur la victoire de Waterloo et sur le triomphe de la contre-révolution et des principes du droit divin Si même les 700 millions d'indemnité de frais de guerre, payés aux souverains, et le milliard pour réclamations particulières ne nous avaient pleinement libérés, la revolution de juillet a dû la faire. La France n'est plus la France exploitée par la contre-révolution, et ce qui pouvait être dette pour la restauration, ne l'est plus pour nous. S'il en était autrement, si la génération actuelle était obligée de supporter les dettes de ses dévanciers, sans pouvoir prétendre à la situation sous laquelle ces dettes furent contractées, il n'y aurait pas de terme aux réclamations que tous les pays de l'Europe exerceraient l'un envers l'autre. Que d'indemnités la France n'aurait elle pas à exiger de l'Angleterre, pour tant d'agressions et de pillages commis à son préjudice depuis un siècle et demi. Il faut bien qu'il y ait moyen d'établir *un solde de tout compte* entre les nations, et ce ne peut être par un meilleur moyen que par une révolution qui enlève le pouvoir, soit à ceux qui ont commis les injustices, soit à ceux qui se sont engagés, par un intérêt anti-national, dans la voie des indemnités.

Vouloir négocier actuellement la dette contractée ou reconnue par la restauration, c'est nier qu'on est séparé de l'époque de 1815 par une révolution. C'est le parti que doit prendre définitivement le pouvoir, qui, en opposition avec l'intérêt national, n'est obtenu à reconnaître comme valides les traités de 1815.

BOIS A L'ENCAN.

Il sera vendu Vendredi 3 du courant, à 4 heures de l'après midi, au maillet à prix du Walsh, faubourg Lafayette, une grande quantité de bois de cyprès, consistant en planches d'un pouce, deux pouces et un quart, ainsi qu'une grande quantité de petites pièces, convenables à des bâtisses en bois, tels que poteaux, plateaux, joints, chevrons, &c. le tout bien sec.

Conditions: toutes sommes au-dessous de $100, comptant; au-dessus de $100 et moins de $200—90 jours de crédit

1 avril—3

R. BRIGIER,

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS

EXPEDIES.

Navire Hercules, Weeds, Havre, T. Nicolet & co.
Navire Louisiana, Marsden, N. York, Bogart & Hawthon
Barque Wm. Harrington, Bartholomew, *Liverpool.*
Martinique, Crugier & Co.
Goel. Oneko, Nickerson, Mobile, D. Marston
Goel. Gardinor, Hawtham, N. York, C. Bedford.
Goel, Halcyon, Williams, Tampico, E. J. Forstall & Co.

ARRIVÉS.

Un bateau de remorque en vue avec un navire qu'on suppose être le Yazoo, de New-York.
Goel. Acro, Stanton, de Sisal.
Goel, Three Brothers, Williams, du bayou Lafourche.
Bateau à vapeur Majestic, Taylor, de St. Louis.
Bateau à vapeur Champion, Young, de Pitsburg.
Bateau à vapeur Revenue, Hardwick, de Louisville.
Bateau à vapeur Kentuckian, Buckner, de Louisville.
Bateau à vapeur Lancaster, Reid, de St. Marysville.

Nouvelle-Orlans, 1er. avril 1835.

MONSIEUR J. A. ELES, un des professeurs de l'université de St. Louis, a l'honneur d'informer le public, qu'il se dispose à partir pour la dite université vers le 10 du courant. Les personnes qui désirent lui parler avant son départ sont priées de venir à l'ancien couvent des Ursulines. PIERRE HUCHET KERNION,
2 avril—6 agent.

AVIS AU PUBLIC.

ETANT sur le point de m'absenter de cette ville, je prie les personnes auxquelles je peut devoir de percevoir leurs comptes dans le plus bref délai, et mes débiteurs de solder leurs comptes, s'ils veulent éviter des poursuites judiciaires.

Les personnes qui ont chez moi des armes à réparer ou à nettoyer, sont priées de venir les réclamer d'ici au 16 avril inclusivement. Celles qui me resteront entre les mains passé cette époque seront vendues à l'encan.

G. D. ZABLI, armurier.
2 avril—3 rue Tchoupitoulas, no 339.

AVIS AU PUBLIC.

LE soussigné, associé de M. L. M. Brasseul, pour l'établissement de tonnellerie sis rue Conti, No. 16, et sous la raison de *Brasseul & Co.*, déclare ne se rendre responsable d'aucun des engagemens faits au nom de la dite société, sans le consentement des deux associés, autant pour l'emploi des ouvriers que pour achats des marchandises et autres objets quelconques.

2 avril—15 J. A. BERMUDEZ.

LE soussigné a lu avec étonnement un avis public dans le *Courrier d'hier, signé J. A.* Bermudez, par lequel il déclare qu'il ne se rendra responsable d'aucun des engagemens faits au nom de la société contractée entre lui et moi. Tous les achats et engagemens faits jusqu'à ce jour ayant obtenu son assentissement, et étant moi même chargé de la direction des travaux de l'établissement, M. Bermudez aurait dû expliquer les motifs qui l'ont porté à faire une telle publicité qui ne peut que nuire à ma réputation. (3 avril)—3 L. M. BRASSEUL.

CONFITURES DE LA HAVANE.

12 Caisses fruits confits au sirop; 2 do contenant boîtes de goyaves; 3 barils do, en débarquement de la polacre Mulata, et à vendre par

F. H. PETITPAIN,
2 avril rue Chartres et Toulouse.

ETAT DE LA LOUISIANE—Paroisse St. Bernard.—*Cour des Preuves—Succession de Louis Emanuel Reggio*—En vertu d'un ordre de la cour des Preuves dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, j'exposerai en vente à la cour de cette paroisse, lundi le 4 mai prochain, à 10 heures du matin, une étendue de terre située dans cette paroisse, à environ 12 milles du Mississipi, ayant 3 arpens et 6 toises, plus ou moins de face à chacun des côtés du Bayou aux Bœufs, sur 40 arpens de profondeur des deux côtés du dit bayou, borné dans ses limites supérieures et des deux côtés du dit bayou par l'habitation de la veuve et les héritiers d'Esteban Munez.

Conditions de la vente—comptant.

OCTAVE S ROUSSEAU, juge.
Paroisse St. Bernard 1er avril 1835. [2 avril—10,6 j m

ETAT de la Louisiane—Cour des Preuves, dans et pour la paroisse St. Jean Baptiste—Présent Phon Terence Le Blanc, juge, Samedi 21 mars 1835—*Succession d'Aimée Picou, f c, l. veuve de feu François Billieux.*—Sur motion d'E. Amand Goussard, l'un des créanciers de la dite succession, informant la cour que les héritiers de la dite Aimée Picou, veuve François Billieux ont renoncé à sa succession, il est ordonné qu'une assemblée des créanciers de la dite succession ait lieu en l'étude du juge et officie notaire public de cette paroisse, lundi 27 avril 1835, à 10 heures du matin, à l'effet d'élire des syndics et de prendre toute autres mesures que leur intérêt pourra requérir. Extrait des minutes ce 21 mars 1835.

2 av.il—3f, en10j A. SORAPURU, greffier.

Succession de Thomas Phebus Harper.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves. Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte provisionel présenté par l'exécuteur testamentaire de la dite succession ne serait point approvvé et homologué, et les fonds entre ses mains réparés conformément au dit compte. Par ordre de la cour

2 avril W F C DUPLESSIS, *rég.*

Succession de feu Louis Foucher.

COUR DES PREUVES—Paroisse d'Orléans—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours, à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par les executeurs testamentaire de la dite succession ne serait point approuvé et homologué. et les dits exécuteurs testamentaires déchargés de toute responsabilité, en délivrant à la veuve du défunt toute la succession dans sa capacité de légataire de l'usufruit. Par ordre de la cour.

2 avril W F C DUPLESSIS, *rég.*

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves—Etat de la Louisiane—A tous ceux que cela peut concerner—Salut: Qu'il soit connu qu'Antoine Jonau, h. c. *demeurant en la ville de la Nouvelle Orléans*, s'est adressé à moi W F C Duplessis, régisteur des testaments, dans et pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans, et exofficio Greffier de la Cour des Preuves, dans et pour la dite ville et paroisse, pour publier et annoncer conformément à un Acte de la Législature, intitulé "Acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes Judiciaires" approuvé le 10 mars 1834; et étant à ma connaissance que le dit Antoine Jonau, h. c. l., est devenu acquéreur de la propriété ci-après décrite, vendue par J. B. Blache, un des encanteurs pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, le 1er décembre 1834, en vertu d'un ordre de la Cour des Preuves dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, en date du 6 du mois de novembre 1834, dans la succession de feu Salomon Sacerdotte, le quel ordre fut rendu sur la demande de Simon Sacerdotte, curateur.

Description de la propriété d'après le transfer Judiciaire.

Un lot de terre, de figure irrégulière, ayant, *mesure américaine*, 67 pieds 11 2-8 pouces de face à la rue St. Philippe, dont 2 pieds 1 pouce 4-8 ont 95 pieds 11 pouces de profondeur, et 65 pieds 9 6 8 pouces ont 192 pieds 2 pouces. La dite face rétrécissant de manière à n'avoir que 65 pieds 6 pouces 4-8 sur la ligne du fond. Ensemble l'établissement et dépendances, qui sont généralement connus sous le nom "*Belle Washington.*"

Le prix de vente faite, comme il est dit ci-dessus, au dit Antoine Jonau, h. c. l, est de la somme de cinquante mille piastres, payable dans 1, 2 et 3 ans de crédit, du jour de la vente, en billets divisés par coupons, endossés à satisfaction, avec hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

A ces causes, toutes personnes qui ont ou pourraient avoir quelques réclamations contre le lot de terre et les bâtisses, ci-dessus décrits, en conséquence d'un défaut de forme dans l'ordre, le décret ou jugement de la cour, en vertu duquel la vente a été faite, ou de toute autre irrégularité ou illégalité dans l'estimation, l'avis ou le temps et le mode de la vente ou pour toute autre cause quelconque, sont par les présentes citées d'avoir à déduire dans trente jours, à dater de la publication du présent avis dans les papiers publics, les raisons pour lesquelles la *vente* ainsi faite, ne serait pas approuvée et homologuée, comme le demande le dit acquéreur.

En foi de quoi, j'y ai apposé ma signature et le Sceau de la dite Cour des Preuves, ce 25e jour du mois de mars A. D. 1835.

1 avril—4 W F C DUPLESSIS, rég. des testa.

CINQ PIASTRES DE RECOMPENSE.

Il a été trouvé manquer dans une malle, un grand PORTEFEUILLE EN CUIR contenant 4 papiers dont un imprimé sur parchemin dans les langues française et anglaise, et un autre qui est la copie manuscrite de l'original. Ces papiers ne peuvent être d'aucune utilité à celui qui les trouvera, il appartiennent à un Grec nommé Rono Kosche. La personne qui remettra ces papiers au café de Ramon Planas, encoignure de la rue Ste. Anne et de la Boucherie, recevra la récompense ci-dessus.

1 avril—3

EN débarquement et à vendre par les soussignés:
5 balles moscboire batiste, rôte pâlie;
8 do do pour deuil; 3 de Madras;
6 caisses guinghams; 6 do mousselines;
3 do bas de coton; 18 balles Madapolams;
29 do Indiennes anglaises;
8 balles indiennes françaises;
4 do do do françaises; 1 caisse étoiles;
8 do assis à raies en couleur;
6 do colonnade pour pantalons;
1 caisse toile grise.

KENNEDY, DUREL & co.
19 mars 50, rue Toulouse.

Wooley & Nichols contre Joseph Gidney.

EN vertu d'un ordre de ler. faciès à moi, adressé par l'honorable C. W. Chauvigny, juge associé de la cour de cité de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique, lundi le 4 avril 1835, à 5 heures de l'après midi, à l'encanteur des rues Conti et Ste. Anne, un cay situé au faubourg Marigny, consistant en

100 Balles sumac du pays à vendre par

15 mars R. BRIGIER,

Succession de feu Angelle Casenave alias Angell, Demoiselle f. de c. l.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Vente par le régister des testaments, Samedi 9 du mai 1835, à midi, j'exposerai en vente au café de la Nouvelle Bourse, encoignure des rues St. Louis et Chartres, pour compte de la succession de feu Angelle Castenado alias Angelle Descapucinad, de c. l. la propriété foncière ci-après décrite, savoir:

PROPRIETE FONCIERE.

Un lot de terre situé au faubourg Marigny, dans la rue d'Amour, entre les rues Bagatelle et Chiron, faisant partie du lot désigné par le numéro 206, borné par le côté qui touche la rue Bagatelle, par la propriété ci-devant à Françoise Antoine d. de c. l, et de l'autre côté par l'autre portion du dit lot no. 206, mesurant, mesure française, 25 pieds de face à la rue d'Amour, sur 120 pieds de profondeur, ensemble avec la maison batie en bois qui s'y trouvent.

Conditions de la vente: 6 et 12 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

Par ordre de la cour.

W F C DUPLESSIS, régister.

L'acte de vente sera passé pardevant J. C. Cuvillier, notaire public, aux frais de l'acquéreur. 2 avril

SUCCESSION de P. B. Penny—Vente par le régister des testaments, Samedi 9 du mai 1835, à midi, j'exposerai en vente au café de la Nouvelle Bourse, encoignure des rues St. Louis et Chartres, en vertu d'un ordre de la Cour des Preuves, dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle-Orléans, pour le compte de la succession de P. B. Penny, décédé, les propriétés foncières ci-dessus décrites savoir:

QUATRE lots de terre situés dans le faubourg Delord de cette ville, et désigné par les no 127, 128, 328 et 341, achetés par le dit décédé de la compagnie du Canal et de la Banque de la Nouvelle Orléans, par un acte passé pardevant G. H. Stringer, ex notaire, daté le 13 avril 1832.

Les lots nos. 127 et 128 se joignent ensemble et mesurent chacun 25 pieds de face sur le débarquement de la rue Julie. Le dit lot no 127 a une profondeur de 106 sur le côté le plus près de la rue du Cirque et 116 pieds de l'autre côté. Le dit lot no. 128 mesure 116 pieds de profondeur sur le côté le plus près de la rue du Cirque et 125 pieds de l'autre côté.

Le lot no. 328 mesure 50 pieds sur le débarquement de Covington sur une profondeur de 119 pieds, sur le côté le plus près de la rue Hercules et 196 pieds de l'autre côté.

Le lot no. 341 mesure 25 pieds de face sur le débarquement de Pemarcole, sur une profondeur de 196 pieds sur le côté le plus près de la rue Hercules, et 184 pieds de l'autre côté, le tout mesure anglaise.

Conditions de la vente: 6, 12 et 18 mois de crédit, en billets endossés et portant hypothèque spéciale.

Par ordre de la cour.

W F C DUPLESSIS, régister.

L'acte de vente sera passé pardevant Wm. Christy notaire public, aux frais de l'acquereur. 2 avril

John Rice et Wm. M Lameth contre Gustavus Schmidt.

COUR DE DISTRICT—En vertu d'un ordre de saisie et de vente à moi adressé, il sera vendu à la Nouvelle Bourse, encoignure des rues de Chartres et St. Louis en cette ville, Lundi 4 mai, à 1 heure de l'après midi,

La propriété mentionnée et décrite dans le dit ordre de saisie et de vente comme suit, j savoir:

Un certain lot de terre avec les améliorations qui s'y trouvent, situé au faubourg Ste. Marie de la ville de la Nouvelle Orleans, rue St. Charles, dans l'ilot compris entre les rues St. Charles, Julie, Camp et St. Joseph; le dit lot mesurant au pied américain 85 pieds de face à la rue St. Charles, sur 172 pieds 3 pouces de profondeur, limité d'un côté par la propriété de M. Leslie et de l'autre par celle de Mde. Dupremont—saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions de la vente: $5000 avec les intérêts sur $2762, 49 depuis le 4 septembre 1834, et intérêt sur la balance depuis le 8 novembre 1834, jusqu'au jour du paiement, le tout comptant. La balance du prix de la vente sera payable comme suit: $5000 le 1er septembre 1835, et $5000 le 1er septembre 1836, en billets endossés à la satisfaction du shérif, et hypothèque spéciale sur la propriété ainsi vendue jusqu'à parfait paiement.

2 avril FRED. BUISSON *shérif.*

AVIS—Le soussigné devant s'absenter de cette ville durant l'été, et comptant partir vers le 15 de ce mois, prie les personnes auxquelles il peut devoir, de présenter leurs comptes avant cette époque, chez lui, rue Jefferson no. 24; il prie également ceux qui lui doivent de vouloir bien régler avec lui, ayant ses affaires.

C. KOSSELIOS.

Nota.—Il saisit cette occasion pour annoncer que son atelier sera toujours continué et que l'on exécutera avec promptitude tous les ordres qui y seront donnés.

2 avril—3

$25 DE RECOMPENSE

Seront payées à quiconque logera dans une geole de cet Etat, le nègre nommé TOM, âgé de 18 ans, taille d'environ 5 pieds 2 pouces, teint rougeatre, ayant sur le nez la marque d'une ancienne coupure, le dit nègre appartenu à M. J. Courcelle; les capitaines de navire et autres embarcations sont priés de ne point le recevoir à leur bord sous peine d'être poursuivis selon la rigueur des lois.

J. B. OLIVIER.

2 avril—6

DIX PIASTRES DE RECOMPENSE

Seront données à quiconque arrêtera l'esclave POLLY, qui s'est sauvée mercredi Jeudi 22 du mois passé—elle a de 17 à 18 ans; elle n'est pas très noire, et a une assez bonne contenance; elle parle un peu français; on est certain qu'elle est soit dans la ville, soit dans les faubourgs. Je défends à qui que ce soit de lui donner asyle ou de l'employer, sous peine d'être poursuivi selon la rigueur des lois.

La susdite récompense sera payée à quiconque la conduira en prison, et s'adressera au soussigné ou à Messrs. M. & P. Maher, rue Poydras.

2 avril—3 THOMAS FITZWILLIAM.

Bureau de la Compagnie du Chemin à coulisses de la Nlle. Orleans et Carrollton.

AVIS est par le présent donné aux actionnaires de cette compagnie, que l'élection de sept directeurs pour servir pendant l'année suivante, aura lieu le mardi 7 avril au bureau de la compagnie, rue Baronne, depuis 9 heures du matin jusqu'à 2 de l'après midi.

Par ordre de la direction,

31 mars L. F. GENERES secrétaire.

AVIS AUX ENTREPRENEURS.

CHEMIN A COULISSES DE L'OUEST FELICIANA

DES propositions ont reçues par le soussigné, à son bureau à Woodville, Mississipi, jusqu'au 15 mai suivant, pour graduer et faire des ponts dans un espace de 15 milles sur le chemin à coulisses de l'Ouest Feliciana à partir du fleuve Mississipi jusqu'au Bayou Sarah, en prolongeant dans le nord. Les plans, profils et désignation des travaux seront exhibés au susdit bureau jusqu'au jour de l'adjudication.

Par ordre des directeurs de la compagnie.

SAM. H. KNEASS,
31 mars Ing. en chef de la comp. du chemin à coulisses de l'Ouest Feliciana.

LANCIERS D'ORLEANS.—ORDRE DE SERVICE.

La compagnie montera à cheval, Dimanche prochain, 5 d'avril, en grande tenue d'hiver et se tiendra sur la place St. Antoine, à 8 heures et demie précises du matin. On recommande d'être ponctuels et en bonne tenue. Par ordre du capit.

MONDELLI,
1 avril maréchal-des-logis chef.

GARDES D'ORLEANS, ATTENTION—Les deux compagnies prendront les armes dimanche 5 avril, à 8 heures précises du matin et s'assembleront sur la place St. Antoine. Equipement complet—veste bleue—pantalon blanc.

Par ordre du capitaine,

GUSTAVE CRUZAT,
31 mars

CHEVAUX EPAVES.

Ont été rencontrés et placés à l'écurie rue Girod, no 121